

Royaume du Maroc

المملكة المغربية



المندوبية السامية للتخطيط
HAUT-COMMISSARIAT AU PLAN

BUDGET ECONOMIQUE PREVISIONNEL 2009

Janvier 2009

TABLE DES MATIERES

SYNTHESE	1
1. L'environnement international	7
1.1. La croissance selon les grandes zones économiques	9
1.2. L'évolution des prix sur le marché international	12
2. La croissance économique nationale en 2008	16
2.1. Les activités non agricoles	16
2.2. Le secteur primaire	18
2.3. Les composantes de la demande finale	19
3. Les perspectives de l'économie nationale en 2009	21
3.1. Les hypothèses sous-tendant les prévisions	21
3.2. La croissance économique	22
3.2.1. Les secteurs non agricoles : activités secondaires et tertiaires	22
3.2.2. Le secteur primaire	25
3.2.3. Le Produit Intérieur Brut	26
3.3. Les composantes du Produit Intérieur Brut	26
3.3.1- La consommation finale nationale	26
3.3.2- L'investissement brut	27
3.3.3- Le commerce extérieur	27
3.4. Le financement de l'économie	30
3.4.1. Le revenu national brut disponible et l'épargne nationale	30
3.4.2. Les finances publiques	30
3.4.3. Les finances extérieures	31
3.4.4. La masse monétaire et ses contreparties	32
Conclusion	34
ANNEXES STATISTIQUES	36

SYNTHESE

Comme chaque année, au mois de janvier, le Haut Commissariat au Plan publie le budget économique prévisionnel 2009 qui donne une estimation du bilan de l'année écoulée et les perspectives économiques de l'année débutante. Ce document présente une révision des perspectives publiées dans le budget économique exploratoire au mois de juin 2008.

Le budget économique prévisionnel 2009 se réfère aux résultats des enquêtes trimestrielles et des travaux de suivi et d'analyse de conjoncture menés par le Haut Commissariat au Plan durant le deuxième semestre 2008, notamment en matière de production, des prix, d'investissement et de financement. Il tient compte également des dispositions de la loi de Finances 2009, adoptée en décembre dernier par le Parlement, ainsi que des nouvelles données de l'environnement national et international.

L'environnement international

Après quatre années de croissance vigoureuse bénéficiant à l'ensemble des pays avancés, émergents et en développement, l'économie mondiale est entrée depuis la fin de l'année 2008 dans une phase de récession. La crise du marché de l'immobilier et par la suite celle du marché financier aux Etats-Unis d'Amérique s'est propagée au reste du monde, à travers l'interdépendance des places financières, créant ainsi un climat d'incertitude et une atténuation de la confiance des investisseurs et de la demande sur les marchés réels des économies.

Les perspectives établies par les organismes internationaux¹ dégagent une baisse accentuée de la croissance économique mondiale, passant de 5% en moyenne annuelle de la période 2004-2007 à 3,4% en 2008 et à 0,5% en 2009, notamment sous l'effet de la récession de la majorité des pays industrialisés, prévoyant pour la première fois des croissances économiques négatives².

¹ Le Fonds Monétaire International, la Commission Européenne, l'Organisation de la Coopération et le Développement Economique (OCDE), la Banque Mondiale et la Commission des Nations Unis pour le Commerce et le Développement (CNUCED).

² Selon les données de janvier 2009 -FMI

Dans la même tendance, le volume du commerce mondial serait en recul de -2,8% en 2009 au lieu d'une hausse de 7% en moyenne annuelle de la période 2004-2008. Les importations des économies avancées seraient en nette régression, ce qui réduirait la demande mondiale adressée aux pays émergents et en développement.

Sur le registre des prix, la récession économique mondiale atténuerait la pression sur les marchés des matières premières. Les cours internationaux des produits bruts, particulièrement le pétrole brut, qui ont atteint des niveaux extrêmement élevés au cours du premier semestre de 2008, ont emprunté une tendance baissière au second semestre de l'année. Ainsi, le cours moyen du pétrole passerait de 97 \$/baril estimé pour 2008 à 50\$/ baril en 2009. Le prix moyen des autres produits alimentaires et miniers serait également en baisse de 29,1%. Ce fléchissement des prix affaiblirait les tensions inflationnistes au niveau mondial. La hausse des prix à la consommation ne dépasserait pas 0,3% pour les économies avancées et 5,8% pour les pays en développement au lieu de 3,5% et 9,2% en 2008 respectivement.

Concernant le marché de change, l'euro s'est apprécié continuellement depuis quelques années par rapport au dollar américain. Cependant, il enregistre actuellement un revirement de tendance et sa parité vis-à-vis du billet vert passerait de 1,5 en 2008 à 1,3 en 2009, ce qui serait de nature à améliorer la compétitivité des produits européens relativement à ceux des Etats-Unis d'Amérique.

S'agissant de la politique monétaire au niveau mondial, les taux d'intérêt directeurs des principales banques centrales ont été réduits d'une manière significative pour relancer le financement de l'économie. Ainsi, le taux d'intérêt américain est passé de 5% au début de 2008 à 0,25% en décembre 2008, et celui de la banque centrale européenne (BCE) a été également révisé à la baisse, en passant de 4,25% à 2,25%.

L'évolution de l'économie nationale

➤ Les hypothèses sous-tendant les perspectives économiques

L'activité économique nationale serait affectée par l'évolution de l'environnement international. La demande mondiale adressée au Maroc, qui s'est accrue de 5,6% en 2007 et 2% en 2008, serait en baisse de 1,2% en 2009. Les transferts des Marocains résidant à l'étranger (MRE) qui ont enregistré une légère baisse de 2,4% en 2008, sont supposés connaître un nouveau recul de 5% en 2009.

Les flux des investissements directs étrangers reçus par le Maroc, de leur côté, en diminution de 37% en 2008, afficheraient une nouvelle baisse de 20% en 2009. Quant aux recettes touristiques générées par le tourisme international, elles seraient en stagnation en 2009 après avoir enregistré une baisse de 3,5% en 2008.

Cependant, l'économie nationale bénéficierait d'un ensemble de facteurs internes susceptibles d'absorber les effets des chocs extérieurs :

- les performances de la campagne agricole 2008-2009 s'annoncent prometteuses. Le cumul pluviométrique, enregistré jusqu'au début du mois de janvier a dépassé de 106% celui d'une année normale et les barrages ont enregistré un taux de remplissage de 66,6% au lieu de 46,3% durant la même période en 2008. Le secteur agricole bénéficierait, en outre, des actions particulières dans le cadre de la loi de finances 2009, se traduisant par une augmentation de 76% des crédits alloués en sa faveur. Dans ces conditions, la production des cultures céréalières atteindrait, selon un scénario moyen, 70 millions de quintaux. Ceci, conjugué à l'amélioration de la production de l'élevage et des autres cultures agricoles engendrerait un accroissement considérable de la valeur ajoutée agricole en 2009 ;
- les effets de relance de la politique budgétaire nationale marquée par la hausse de 23,5% de l'investissement public consolidé, la baisse des taux marginaux de l'impôt sur le revenu, la progression de 9% de la masse salariale et l'augmentation de 15,7% des autres dépenses de fonctionnement;
- les tensions inflationnistes qui ont marqué le marché intérieur des biens et services en 2007 et 2008, seraient allégées en 2009, suite à la baisse des prix à l'importation du pétrole brut et des autres matières premières ;
- le système financier marocain, notamment le secteur bancaire, montre une résilience face aux effets de la crise financière internationale, en témoignent les bonnes performances réalisées par les banques marocaines en 2008 ;
- la politique monétaire prévue pour assurer à l'économie nationale en 2009 des conditions de financement favorables, notamment après la baisse du taux de réserve obligatoire de 15% à 12% à fin décembre 2008.

➤ La croissance économique

Le secteur secondaire (mines, énergie, industries de transformation et bâtiment et travaux publics) dégagerait une valeur ajoutée en hausse de 3% en 2009, soit une baisse de 1,8 point par rapport à 2008 et de 2 points par rapport à la croissance moyenne durant la période 2004-2007. La valeur ajoutée du secteur tertiaire (les services marchands et non marchands) s'accroîtrait de 4,3%, en diminution de 0,9 point par rapport à 2008 et de 1,5 point par rapport à la croissance moyenne de la période 2004-2007.

Les activités non agricoles (secondaire et tertiaire) seraient globalement, en net ralentissement en 2009, en progressant à un rythme modéré de 3,9% au lieu de 5% en 2008 et 6,2% en 2007, soit une perte de 1,8 point par rapport à la croissance moyenne de la période 2004-2007. Ce fléchissement a déjà été révélé par le budget économique exploratoire, publié au mois de juin 2008, ainsi que par les travaux de suivi de la conjoncture³ menés par le Haut Commissariat au Plan durant le deuxième semestre de cette année. Néanmoins, la hausse attendue de la valeur ajoutée du secteur primaire d'environ 22,3% en volume, atténuerait les effets de ralentissement des activités non agricoles sur la croissance de l'économie nationale particulièrement en 2009.

Ainsi, le Produit Intérieur Brut (PIB) composé des valeurs ajoutées de l'ensemble des activités économiques ainsi que des impôts et taxes nets de subventions (TNS), aurait réalisé une amélioration de 5,8% en 2008 et s'accroîtrait d'environ 6,7% en 2009. La part de la valeur ajoutée du secteur primaire dans le PIB passerait de près de 12,8% en 2008 à 16,5% en 2009, alors que celle des activités non agricoles (y compris TNS) passerait respectivement de 87,2% à 83,5%.

Dans ce contexte marqué par l'amélioration de la croissance économique en 2009, la hausse des prix intérieurs serait maîtrisée, grâce à la baisse notable des prix à l'importation et à l'objectif de Bank AlMaghrib visant à assurer un financement de l'économie concilié avec la maîtrise de l'évolution des prix. Ces éléments laissent à présager un accroissement du prix implicite du PIB aux environs de 2% en 2009 au lieu de 3% en 2008 et 3,8% en 2007.

³ Voir les notes de conjoncture publiées par l'Institut National de l'Analyse de la Conjoncture (INAC) relevant du Haut Commissariat au Plan

➤ **Les emplois du Produit Intérieur Brut**

La croissance économique nationale serait de plus en plus tirée par la demande finale intérieure qui contribuerait de 10,7 points en 2009 au lieu de 10 points en 2008. La consommation finale des ménages résidents en volume s'accroîtrait de 8,7% en 2009 au lieu de 6,5% en 2008, notamment sous l'effet de l'amélioration de leurs revenus bruts disponibles ainsi que de leur pouvoir d'achat. La consommation finale des administrations publiques, pour sa part, augmenterait de 11,5% au lieu de 6% en 2008, suite à la hausse significative des dépenses budgétaires de fonctionnement. Compte tenu de ces évolutions, la contribution à la croissance économique de la consommation finale nationale (consommation finale des ménages résidents et consommation des administrations publiques) atteindrait 7,3 points en 2009 au lieu de 4,9 points en 2008.

Parallèlement, la Formation Brute de Capital Fixe (FBCF), profitant essentiellement de l'expansion de l'investissement public consolidé et de l'investissement privé dans le domaine de l'habitat, serait en hausse de 10% en 2009 au lieu de 9,5% en 2008. De ce fait, l'investissement brut, qui intègre en plus de la FBCF la variation de stocks, contribuerait pour 3,4 points à la croissance économique en 2009 au lieu de 5,1 points en 2008.

Toutefois, la contribution des échanges extérieurs de biens et services continuerait d'être négative. Les exportations nettes d'importations (y compris les recettes des voyages) dégageraient une contribution à la croissance économique de l'ordre de -4 points en 2009 au lieu de -4,1 points en 2008. L'année 2009 serait marquée par une baisse des exportations de biens et services en volume, alors que les importations continueraient dans leur tendance haussière, sous l'effet du démantèlement tarifaire et des effets multiplicateurs de l'amélioration de la demande domestique.

➤ **Le Financement de l'économie**

Le PIB à prix courant serait en hausse de 8,8% en 2009, alors que la consommation finale nationale s'accroîtrait à un rythme plus rapide, d'environ 9,8%. Par conséquent, l'épargne intérieure serait en baisse et représenterait 21,4% du PIB nominal au lieu de 22,2% en 2008 et 23,4% en 2007. Elle resterait par ailleurs inférieure à l'investissement brut qui représenterait 35% du PIB en 2009, en légère diminution par rapport à 36,1% en 2008.

Durant les années 2002-2006, le déficit du financement intérieur a été comblé par les revenus nets en provenance du reste du monde. Cependant, ces revenus nets prévus pour 2009 seraient en recul, sous l'effet d'une légère baisse des transferts des MRE, d'une stagnation des recettes touristiques et de l'accroissement des flux négatifs des revenus d'investissement étranger réalisé au Maroc.

Les revenus nets reçus par le Maroc représenteraient 7,9% du PIB en 2009 au lieu de 9,3% en 2008. De ce fait, l'épargne nationale serait de 29,3% du PIB en 2009 au lieu de 31,3% du PIB en 2008. Le compte épargne-investissement dégagerait par conséquent un besoin de financement d'environ 5,7% du PIB en 2009 au lieu de 4,6% du PIB en 2008. Cette situation traduit l'accentuation du déficit courant de la balance des paiements après les excédents générés durant la période 2001-2006.

Sur le registre des finances publiques, celles-ci auraient enregistré un excédent⁴ budgétaire de l'ordre de 0,5% du PIB en 2008 après celui de 0,3% du PIB en 2007, et ce, malgré la hausse excessive des dépenses de soutien des prix à la consommation. Pour l'année 2009, la loi de finances, retenant une politique budgétaire expansive, devrait engendrer un déficit ne dépassant pas 2,9% du PIB. Il convient de souligner, toutefois, que le projet du budget 2009 a été élaboré, pour ce qui est des dépenses de compensation, sur la base d'hypothèse maintenant les prix internationaux des matières premières relativement élevés, ce qui ne serait pas le cas selon les perspectives internationales.

Quant au secteur monétaire, caractérisé par une progression rapide de la masse monétaire de près de 15,8% en moyenne annuelle durant la période 2005-2007, il a été marqué par un léger ralentissement en 2008, soit un rythme de 10,8%. Pour l'année 2009, la hausse de la masse monétaire ne dépasserait pas 13,1%, sous l'effet de la baisse des avoirs extérieurs nets de près de 13%, prévue pour la deuxième fois depuis l'année 2000 après celle de 5,5% en 2008. Les flux des capitaux non monétaires au niveau des finances extérieures seraient dans l'incapacité de couvrir le déficit de la balance courante, et les autorités devraient puiser dans les stocks de devises pour répondre aux besoins de paiements des importations. Le stock de devises en mois d'importations de biens et services se situerait à 5,8 mois en 2009 au lieu de 6,7 mois en 2008 et près de 9 mois en 2007.

⁴ Selon les données de 11 premiers mois de 2008, les finances publiques ont enregistré un excédent de l'ordre de 3,4 milliards de dirhams

1. L'environnement international

L'économie mondiale est entrée dans une phase de récession en 2008, mettant fin à un cycle de croissance économique vigoureuse enregistrée durant la période 2004-2007. La crise financière déclenchée aux Etats-Unis d'Amérique s'est propagée aux places financières des économies avancées et des pays émergents, réduisant ainsi les opportunités d'investissement. Les économies développées sont marquées par le recul significatif de la production, la progression du chômage et la baisse des revenus. Cette situation induirait une baisse significative de la demande globale sur le marché international, ce qui pourrait atténuer la pression sur les prix des matières premières et des produits alimentaires.

Depuis les années 80, l'économie mondiale a connu des crises financières récurrentes qui ont nécessité des interventions des pouvoirs publics pour assainir les bilans des institutions financières en difficulté. La relance des économies a été soutenue par des politiques monétaires traduites par des injections de liquidité et par des baisses des taux d'intérêt.

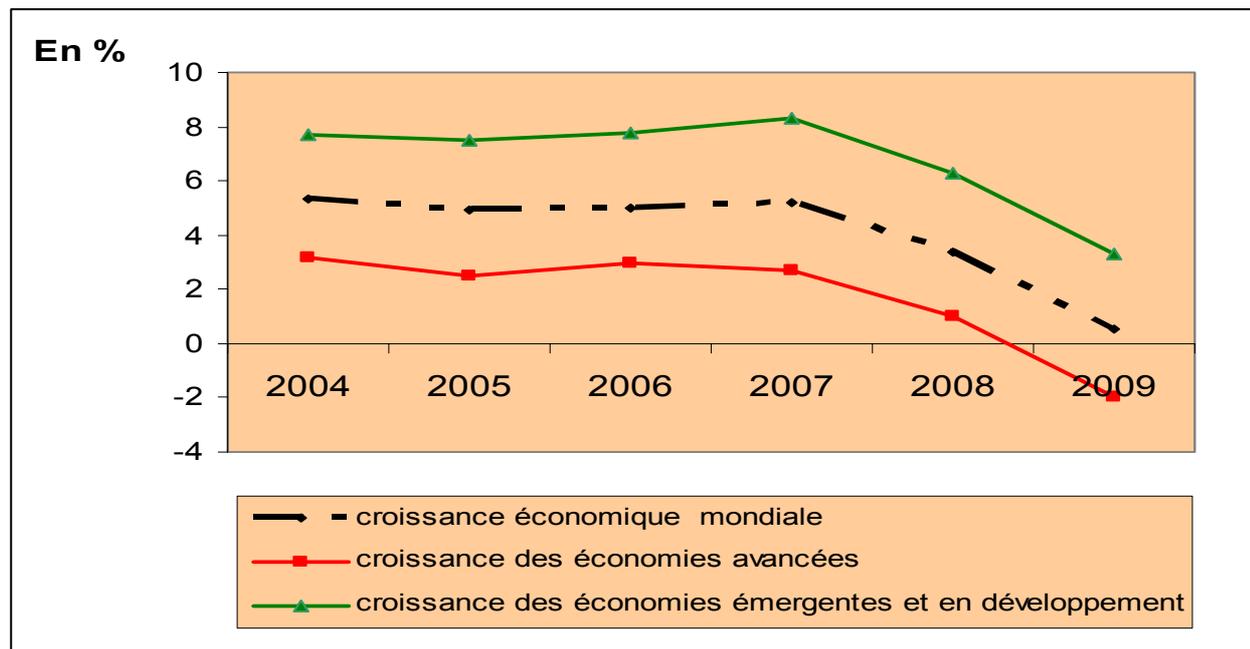
Il est à rappeler que la crise financière de la seconde moitié des années 80, où la relance économique a été accompagnée par une déréglementation du système de financement de l'immobilier, a engendré le surendettement des ménages et l'éclatement de la bulle immobilière dans de nombreux pays. Une autre crise est survenue durant la seconde moitié des années 90, où l'expansion économique dans les pays industrialisés a été freinée cette fois-ci par le surendettement des entreprises et la dépréciation du patrimoine financier des ménages et des actifs intangibles des entreprises.

Cependant, aucune de ces crises internationales n'avait engendré un effondrement total des places financières et partant une récession économique généralisée. Les possibilités de crédit sont de plus en plus faibles, réduisant par là-même l'opportunité de la mise en œuvre d'une politique monétaire conséquente comme celle entreprise lors des situations de crises antérieures.

Les politiques budgétaires entreprises aujourd'hui dans l'ensemble des économies avancées et les différentes interventions des Etats dans leurs systèmes financiers à travers les prises de participation et le renforcement des mécanismes de régulation mettent en exergue l'ampleur de la crise économique actuelle et sa caractéristique durable plutôt que conjoncturelle.

Dans ce contexte, les perspectives établies pour l'économie mondiale dégagent une baisse accentuée de la croissance économique, passant de 5% en moyenne annuelle de la période 2004-2007 à 3,4% en 2008 et à 0,5% en 2009, notamment sous l'effet de la récession de la majorité des pays industrialisés, prévoyant pour la première fois des croissances économiques négatives. L'activité économique dans les pays avancés serait en baisse de -2% en 2009 contre un accroissement de 1% en 2008 et celle des pays émergents et en développement en net ralentissement, soit environ 3,3% au lieu de 6,3% en 2008.

Graphe n°1 : Evolution des taux de croissance des économies avancées et des économies émergentes et en développement



Le commerce mondial, quant à lui, devrait subir les effets négatifs de la récession économique des pays avancés en 2009, en enregistrant une baisse pour la première fois de -2,8% en 2009 au lieu d'une hausse de 4,1% en 2008.

1.1. La croissance selon les grandes zones économiques

Les économies des pays développés enregistreraient globalement des croissances négatives, compte tenu de la faiblesse des sources de création de la richesse, notamment la demande intérieure (consommation et investissement) et le commerce extérieur des biens et services.

➤ Les Etats–Unis d’Amérique

L’économie américaine enregistrerait pour la première fois, une croissance économique négative, de l’ordre -1,6% en 2009, en raison de l’impact de la crise financière qui s’est répercutée largement sur la sphère réelle de l’économie. L’investissement résidentiel a poursuivi son cycle de ralentissement, entraînant une hausse du chômage. De même, l’environnement des affaires demeure pénalisé par les difficultés des sociétés financières accusant des pertes colossales et par le recul de la production industrielle, particulièrement dans les industries de construction automobile.

Le plan de soutien budgétaire adopté en février 2008 n’a pas évité l’aggravation de l’instabilité financière et par conséquent l’accentuation des effets de la crise durant la deuxième moitié de l’année. D’autres interventions publiques ont été mises en œuvre pour soutenir l’activité économique américaine. Il s’agit principalement du « Plan PAULSON » visant à injecter 700 milliards de dollars dans l’économie, soit 4,7% du PIB américain pour le rachat des actifs en difficulté. Au niveau de la politique monétaire, le taux d’intérêt directeur a été réduit de manière significative pour stimuler le financement, en passant de 5% au début de 2008 à 0,25% en décembre 2008.

Ces actions de politique économique n’ont pas permis, toutefois, de redresser la situation des marchés financiers et de freiner la dépréciation des actifs réels et financiers des ménages et des entreprises. Le fléchissement de l’économie devrait se prolonger en 2009, ce qui appelle d’autres types d’interventions en faveur de l’économie pour éviter le passage de la récession vers une dépression de longue durée.

➤ **Le Japon**

L'activité économique nipponne, deuxième puissance économique mondiale, a été fortement affaiblie, au début de l'année 2008, par le renchérissement des prix des matières premières, engendrant la réduction des revenus réels des ménages et la baisse de leur consommation. Parallèlement, le secteur du bâtiment qui a bénéficié de la révision du cadre juridique de l'immobilier n'a pas su maintenir son rythme de croissance élevé, suite à la régression de l'investissement résidentiel à partir de la deuxième moitié de 2008. En outre, l'environnement des affaires a subi un contrecoup après l'intensification de la crise financière mondiale dont les répercussions ont affaibli les profits des entreprises et la confiance des ménages.

Cependant, le secteur bancaire japonais n'est pas affecté de manière significative par l'instabilité du marché international des capitaux, grâce, essentiellement, à l'adoption d'une stratégie de prévention et d'évaluation de risque depuis la crise bancaire des années 1990. Concernant le commerce extérieur, les exportations ont enregistré un net ralentissement en 2008, réduisant ainsi la contribution des échanges extérieurs à la croissance économique à son niveau le plus bas depuis plusieurs années.

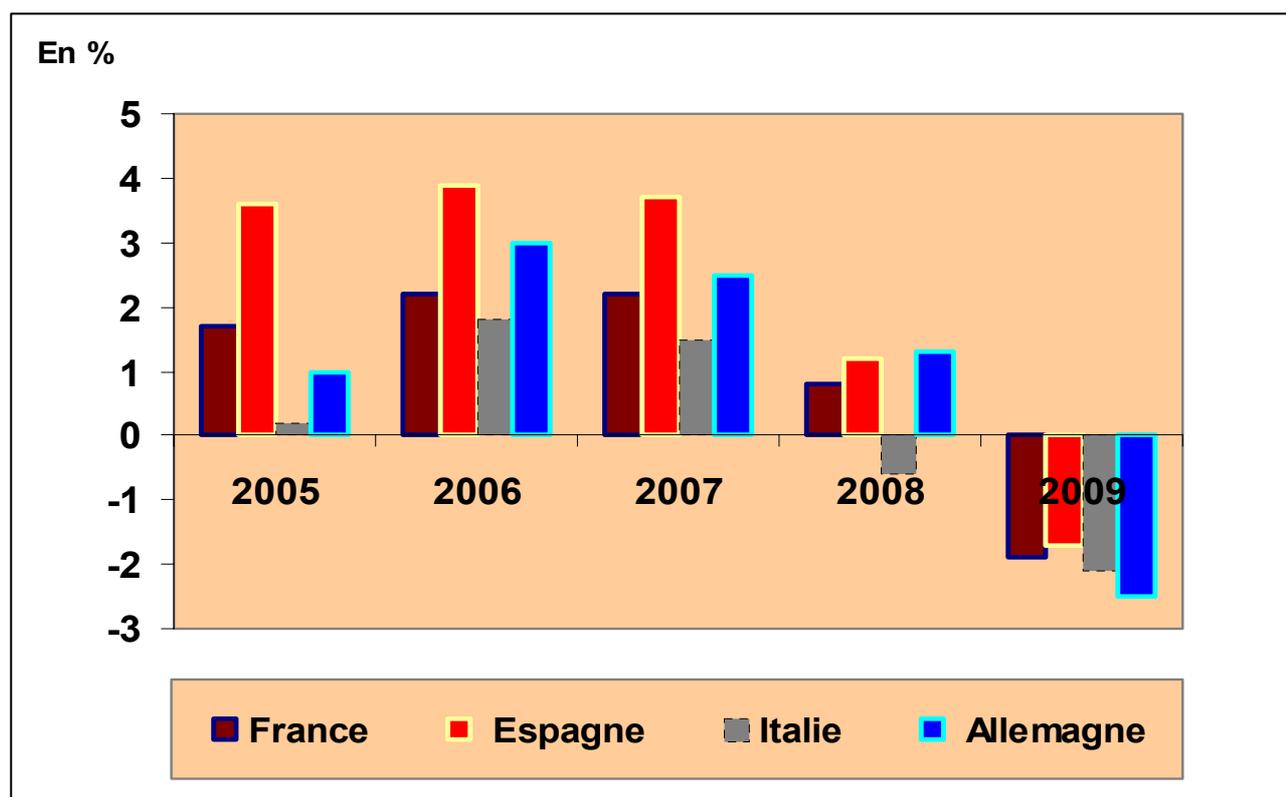
Les perspectives établies pour l'année 2009 font ressortir une contraction de la croissance économique au Japon à l'instar des autres pays avancés, de -2,6% au lieu de -0,3% en 2008, accompagnée d'une hausse du taux de chômage, passant de 4,1% en 2008 à 4,7% en 2009.

➤ **La zone Euro**

Les économies de la zone Euro ont subi les effets de plusieurs chocs durant l'année 2008. Il s'agit, particulièrement, de la hausse des prix des matières premières et des effets de la crise financière sur le secteur bancaire et sur l'activité réelle de l'économie, notamment le bâtiment et certaines branches de l'industrie de transformation. Les prévisions pour l'année 2009 annoncent l'entrée de la plupart des économies européennes en récession aigüe, avec des taux de croissance négatifs, conjuguée à la hausse du chômage.

Malgré la baisse des prix des matières premières et les différentes interventions publiques pour atténuer les effets de la crise et soutenir la croissance (injection des fonds publics dans l'économie et assouplissement des conditions de financement), la croissance économique de la zone Euro passerait au dessous de zéro, soit -2% au lieu de 1% en 2008 et de 2,5% en moyenne annuelle de la période 2004-2007, recul jamais observé durant la période d'après guerre mondiale.

Graphes n°2 : Evolution des taux de croissance des principales économies de la zone Euro



➤ **Les économies émergentes et en développement d'Asie**

Devant l'ampleur de la récession des économies avancées, les pays émergents et en développement d'Asie enregistreraient un ralentissement de leur rythme de croissance, passant de 7,8% en 2008 à 5,5% en 2009. Le recul de la demande mondiale et son impact sur les exportations de ces pays notamment vers les Etats-Unis d'Amérique et l'Europe explique en grande partie cette situation. Le ralentissement aurait pu être plus accentué si ce n'était la consolidation de la consommation des ménages, soutenue par l'amélioration de leurs revenus réels, suite au fléchissement des cours du pétrole brut et des autres matières premières.

La demande intérieure, en outre, pourrait être renforcée davantage à travers des interventions publiques visant à atténuer l'instabilité des marchés financiers et à soutenir le financement des investissements, moteur de la croissance des économies émergentes depuis quelques années.

➤ **L'Afrique**

La majorité des économies d'Afrique ont largement tiré profit de l'environnement international très favorable durant la période 2004-2007. Le rythme de croissance économique du continent s'est élevé à près de 6% en moyenne annuelle durant cette période. Toutefois, la tendance de l'économie mondiale vers la récession, depuis le deuxième semestre de l'année 2008, aurait affecté certaines économies africaines, particulièrement les pays exportateurs du pétrole et des matières premières dont les prix ont emprunté une tendance baissière. Les perspectives économiques en Afrique font ressortir une croissance de l'ordre de 3,4% pour l'année 2009 au lieu de 5,2% en 2008.

1.2. L'évolution des prix sur le marché international

Le suivi de l'évolution des prix des matières premières revête un intérêt particulier pour le Maroc, eu égard aux répercussions de l'inflation importée sur les prix intérieurs et la compétitivité économique du pays. Il est à rappeler à ce propos que les prix internationaux ont emprunté une tendance haussière en raison de la demande soutenue des pays émergents et industrialisés et de la poursuite de la dépréciation du dollar américain.

Les prévisions présentées initialement par les institutions spécialisées tablaient sur la pérennisation du rythme ascendant des cours du pétrole et des autres matières sur le marché international. Mais, la baisse brutale de la demande mondiale a orienté l'évolution des prix des matières premières vers la baisse.

Ainsi, le cours moyen du pétrole brut⁵ atteindrait 50 dollars/baril en 2009 au lieu de 97 dollars estimé pour 2008. Parallèlement, les prix des produits non énergétiques auraient enregistré une diminution significative à fin 2008 après avoir

⁵ Selon la révision des perspectives économiques mondiales publiée par le FMI en janvier 2009.

culminé au début de l'année 2008. Cette tendance baissière se maintiendrait en 2009 où le rythme serait de -29%.

Au niveau du marché de change, la valeur de la monnaie européenne (euro) pourrait reculer par rapport au dollar américain, suite aux perspectives économiques défavorables de la zone Euro en 2009. La parité euro-dollar qui a atteint le niveau de 1,5 en 2008, emprunterait une tendance baissière pour s'établir à 1,3 en 2009. Dans ces conditions, la hausse des prix à la consommation serait modérée en 2009, de l'ordre de 1,4% dans les pays avancés contre 3,6% enregistré l'année dernière, et 7,1% dans les pays émergents et en développement contre 9,2% en 2008. Dans ce cas de figure, une situation de déflation dans les pays industrialisés n'est pas à écarter en 2009, sous l'effet de la contraction de la demande globale, conjuguée à la régression des prix des matières premières sur les marchés internationaux.

ENCADRE I

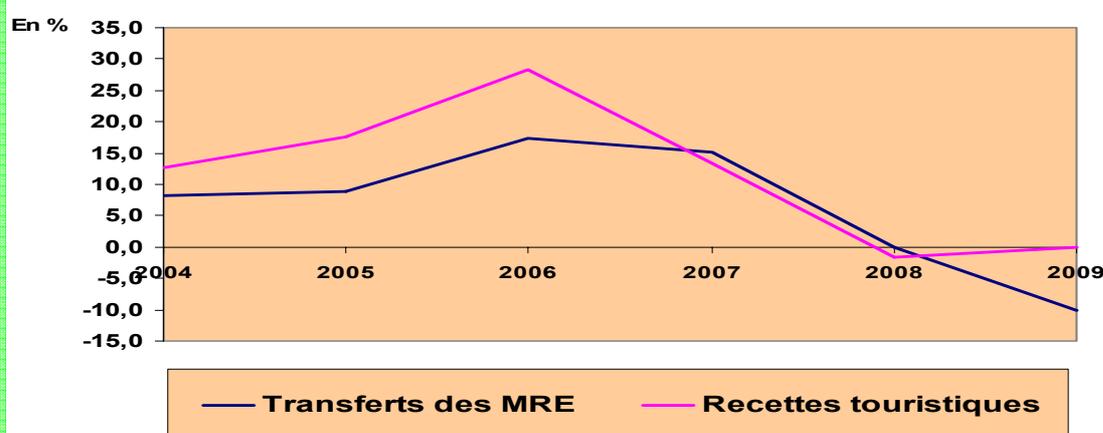
L'impact de l'environnement mondial sur l'économie marocaine en 2009

L'évolution de l'environnement économique international en 2009 présente des facteurs qui pourraient impacter négativement les activités économiques nationales fortement liées aux échanges extérieurs. Elle offre, toutefois, des éléments susceptibles de soutenir le pouvoir d'achat des ménages et la demande domestique de manière générale.

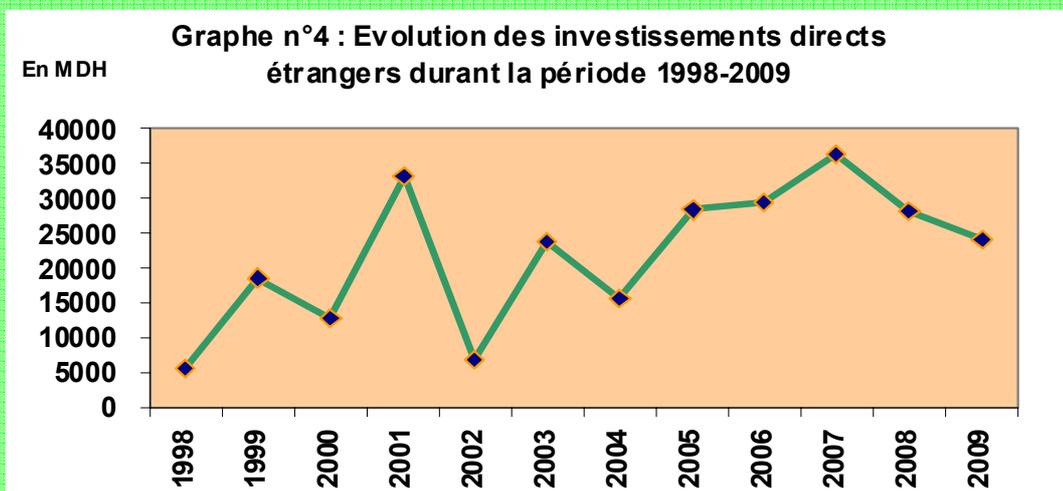
Globalement, les répercussions du contexte extérieur sur l'économie nationale se présentent comme suit :

- Les importations des pays avancés afficheraient, pour la première fois, un rythme de progression négatif, alors que celles des pays émergents seraient en net ralentissement. En conséquence, la demande mondiale adressée au Maroc serait en recul de -1,2% en 2009 au lieu d'une hausse de 2% en 2008 et 5,6% en 2007.
- Les transferts des Marocains résidant à l'étranger ont enregistré une légère baisse de 2,4% en 2008, en raison du ralentissement de l'activité économique dans les principaux pays regroupant une grande partie de la communauté marocaine. Il est prévu néanmoins une nouvelle baisse de ces transferts en 2009 de l'ordre de 5%, en relation avec la récession prévue dans la zone Euro.
- Les recettes voyages, générées par la demande du tourisme international, ont connu une légère baisse de 3,5% en 2008. Il est supposé leur stagnation en 2009, en relation avec l'hypothèse de préservation des flux touristiques pour la région de la l'Afrique retenue par l'Organisation Mondiale du Tourisme. Cette hypothèse prend également en considération la réaction des opérateurs économiques visant à maintenir l'offre marocaine plus compétitive et à atténuer l'effet de la crise sur le secteur touristique.

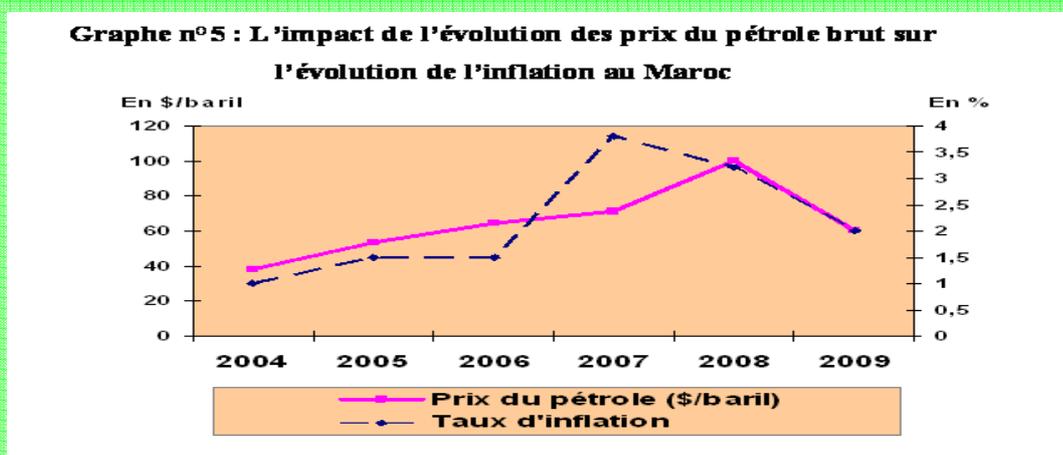
Graphe n°3 : Evolution des transferts MRE et celle des recettes touristiques au cours de la période 2004-2009



- L'évolution des transferts des MRE et des recettes touristiques ne dépend pas uniquement de la croissance mondiale, mais elle est également tributaire du dynamisme de l'économie nationale et de ses capacités à offrir des opportunités d'investissement aux Marocains résidant à l'étranger, et également de soutenir l'activité touristique par de nouvelles actions de promotion et de recherche de nouveaux marchés émetteurs.
- Les investissements directs étrangers (IDE) reçus par le Maroc sont passés de 4,2 milliards de dirhams en moyenne annuelle durant la période 1990-1998 à 17,8 milliards durant la période 1999-2002 et à 26,7 milliards au cours de la période 2003-2007. Le montant des IDE ont atteint 26,3 milliards en 2008 au lieu de 36,4 milliards de dirhams enregistré en 2007, soit une baisse de 37% par rapport à 2007, tout en restant supérieur à la moyenne de la période 2003-2007. La CNUCED table, dans son dernier rapport économique publié au mois de janvier, sur un net ralentissement des flux d'IDE destinés à l'Afrique, soit un taux d'accroissement de 2,8% au lieu de 4,6% en 2008 et 50,3% en 2007. Tenant compte de tous ses éléments ainsi que des engagements de certains investisseurs étrangers vis-à-vis du Maroc, les IDE afficheraient en 2009, selon une hypothèse plus prudente, une baisse de 20%.



- Le cours moyen du pétrole brut et les prix internationaux des produits alimentaires et autres produits miniers seraient en baisse. Cette évolution se traduirait par une diminution des prix à l'importation de l'économie marocaine, et par conséquent des coûts de production. La demande intérieure pourrait être ainsi soutenue dans ses deux composantes, de consommation et d'investissement.



2. La croissance économique nationale en 2008

Les travaux du budget économique prévisionnel 2009 basés sur l'analyse et le suivi de la conjoncture⁶, font ressortir une légère révision à la baisse de la croissance économique nationale en 2008, en comparaison avec les perspectives publiées au mois de juin dernier dans le budget économique exploratoire.

En effet, malgré le dynamisme manifesté au cours du premier semestre 2008, l'activité économique a connu un ralentissement durant le second semestre, attribuable à la modération de la croissance des activités non agricoles. Celles-ci auraient augmenté de 5% au lieu de 6,2% enregistré en 2007. Toutefois, le secteur primaire a réalisé une croissance soutenue en 2008 estimée à 11,1% au lieu d'une baisse de 20% enregistrée en 2007.

Ainsi, la croissance du Produit Intérieur Brut aurait été de 5,8% en 2008 au lieu de 6,2% retenue au mois de juin dernier dans le budget économique exploratoire. Les activités non agricoles (le secteur secondaire et les services) auraient été affectées par la baisse de la demande mondiale et l'augmentation sensible des prix en particulier, celui du prix du pétrole brut qui a atteint 146\$/baril au mois d'août avant de connaître un net fléchissement à fin 2008.

L'inflation importée a été excessive pour l'économie marocaine et sans l'intervention des pouvoirs publics, par le biais de la compensation, la hausse des prix intérieurs aurait atteint des niveaux insoutenables. Globalement, l'accroissement de l'Indice du coût de la vie⁷ s'est situé à 3,9% en 2008. Mesurée par le prix implicite du PIB, indice synthétisant l'inflation auprès de l'ensemble des agrégats de la comptabilité nationale, la hausse aurait été de 3% en 2008.

2.1. Les activités non agricoles

Les activités non agricoles ont commencé à subir les effets du recul de la demande mondiale depuis les derniers mois de 2008, en raison de la contraction des importations des principaux partenaires du Maroc, notamment la zone Euro. La

⁶ Pour plus d'informations, voir les notes de conjoncture publiées par l'Institut National d'Analyse de la Conjoncture (INAC) relevant du Haut Commissariat au Plan.

⁷ L'indice du coût de la vie mesure uniquement l'évolution des prix d'un panier de produits pour des ménages à revenu modeste

valeur ajoutée non agricole a connu ainsi un léger ralentissement en passant de 6,2% en 2007 à 5% estimée pour 2008. Ce résultat est attribuable au ralentissement des activités, à la fois des secteurs secondaire et tertiaire, qui n'ont pas pu maintenir le rythme élevé enregistré pendant le premier semestre de l'année. La valeur ajoutée du secteur secondaire n'aurait été que de 4,8% en 2008 au lieu de 6,6% enregistré en 2007, alors que celle du secteur tertiaire aurait atteint 5,2% au lieu de 6,1% une année auparavant.

➤ **Le secteur secondaire**

Le rythme de croissance des activités secondaires a reculé en 2008. Ainsi, l'activité minière a dégagé une valeur ajoutée en volume en baisse de 1,5%, en raison de la régression de la production des phosphates et des autres minerais.

En terme nominal, le secteur minier a profité largement du renchérissement des prix des phosphates et de ses dérivées sur les marchés internationaux. Les recettes des exportations des phosphates ont plus que doublé en 2008. Il convient de noter que cette expansion des ventes des phosphates et de ses dérivées a largement dopé les exportations totales du Maroc en 2008.

Le secteur de l'énergie, de son côté, aurait affiché une croissance modeste d'environ 3,6% au lieu de 8,7% en 2007, compte tenu de la baisse de l'activité du raffinage et de la décélération de la production d'électricité, en liaison avec la modération de la demande affectée par le ralentissement de l'activité économique au cours de la deuxième moitié de l'année. De même, les industries de transformation auraient progressé à un rythme légèrement inférieur à la moyenne des trois dernières années, soit un taux de 3,7%, et ce, malgré le dynamisme manifesté au début de l'année 2008.

Plusieurs facteurs ont atténué le rythme de croissance des industries de transformation. Il s'agit essentiellement de la décélération des exportations, notamment pour les industries de textile et d'habillement, de la hausse des coûts de facteurs de production et de la réduction des stocks des matières premières en raison des difficultés d'approvisionnement de certaines branches d'industries.

Quant à l'activité du bâtiment et travaux publics, elle aurait maintenu son dynamisme, quoiqu'à un rythme légèrement inférieur à la tendance antérieure, soit un taux de 9,8% au lieu de 11,7% en 2007. Ce secteur continue de bénéficier de l'amélioration des investissements publics et du dynamisme des investissements privés, soutenu par la poursuite de la hausse des crédits en faveur des ménages et des promoteurs immobiliers.

Il est à souligner que le secteur du bâtiment reste tributaire du dynamisme de la demande intérieure, et n'est pas fortement lié à la conjoncture défavorable que traverse le secteur de l'immobilier au niveau mondial.

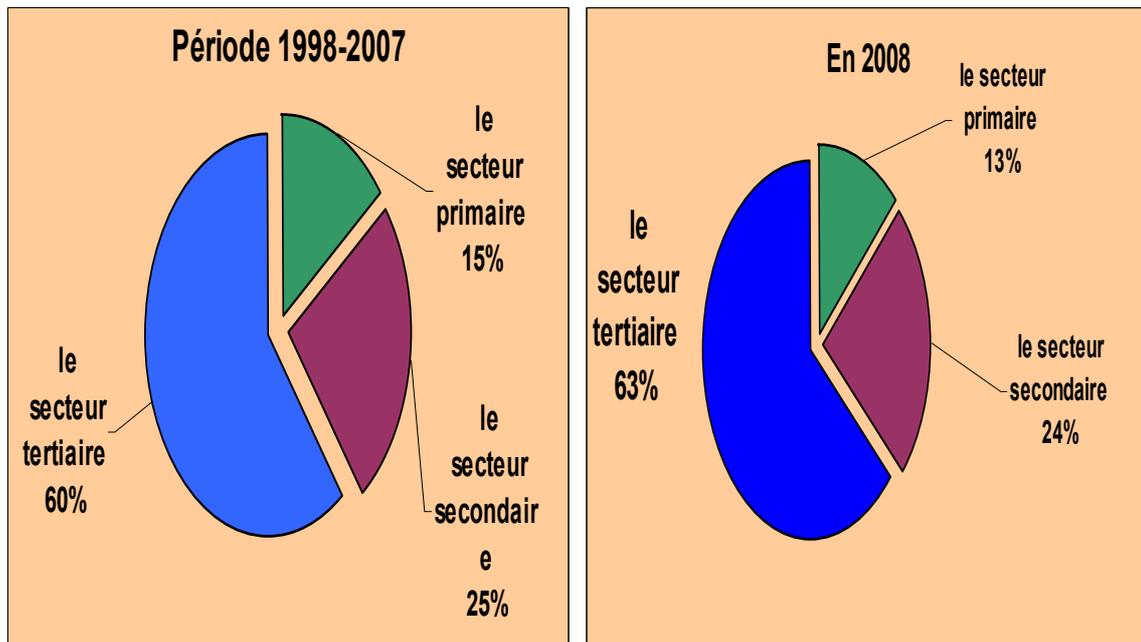
➤ **Le secteur tertiaire**

Le ralentissement du secteur tertiaire, composé des services marchands et de l'activité des administrations publiques, s'explique par la progression modérée du commerce intérieur en 2008 affecté par la hausse du niveau général des prix et aussi par la décélération du rythme de croissance des télécommunications, du transport et des services rendus aux entreprises. L'activité touristique, quant à elle, a connu une amélioration des arrivées dont le nombre a atteint près de 8 millions de touristes au lieu de 7,5 millions en 2007. Néanmoins, les recettes voyages auraient enregistré un léger recul par rapport à l'expansion des dernières années, en raison du fléchissement du nombre de nuitées.

2.2. Le secteur primaire

La croissance du secteur primaire, annoncée initialement à 9,7% en 2008 par le budget économique exploratoire publié au mois de juin, a été révisée à la hausse pour atteindre 11,1%. Cette performance a été largement soutenue par l'amélioration de la production céréalière, se situant à 50 millions de quintaux au lieu de 21 millions une année auparavant, la consolidation du rythme d'accroissement des activités de l'élevage, des légumineuses et des cultures fruitières ainsi que par la reprise de l'activité des pêches maritimes. Malgré ces résultats, la part du secteur primaire n'a pas dépassé 12,8% du PIB, au lieu de 14,7% en moyenne annuelle durant la période 1998-2007. Le secteur tertiaire continu d'améliorer sa part dans le PIB au moment où celle du secteur secondaire se stabilise aux environs de 24%.

Graphe n°6 : Evolution de la part des secteurs économiques dans le PIB



2.3. Les composantes de la demande finale

La demande finale intérieure a fortement contribué à la croissance du Produit intérieur brut en 2008. La consommation des ménages résidents aurait augmenté de 6,5% en volume, grâce à l'amélioration des revenus des ménages en liaison avec la revalorisation des salaires au mois de juillet 2008 dans le cadre du dialogue social, et la bonne tenue de l'emploi rémunéré. La consommation des administrations publiques aurait été également en hausse de 6% en volume au lieu de 4,4% en 2007. La contribution de la consommation finale nationale à la croissance économique s'est située à 4,9 points au lieu de 3 points en 2007.

De son côté, la FBCF aurait enregistré, tel est le cas depuis 2002, une forte augmentation, de l'ordre de 9,5% en 2008. De ce fait, l'investissement brut, composé de la FBCF et de la variation des stocks, aurait contribué pour 5,1 points à la croissance du PIB.

Sur le registre des échanges extérieurs du Maroc, ils auraient été affectés par la flambée des prix des matières premières sur le marché international et l'amélioration de la production agricole, réduisant ainsi la demande d'importation. En effet, le volume des importations de biens et services n'aurait augmenté que de 6,7% au lieu de 15% en

2007 alors que les importations en valeur auraient progressé de 24,1% au lieu de 20,7%. Quant au volume des exportations de biens et services, il serait en baisse de 3,1% en 2008 au moment où les exportations en valeur auraient réalisé un accroissement de 13,2%, sous l'effet de la hausse des prix des phosphates et dérivées sur le marché international.

Ces évolutions font ressortir une stabilité de la contribution négative du commerce extérieur au niveau de -4,1 points en 2007 et 2008. En revanche, la contribution de la demande intérieure à la croissance économique en 2008 aurait été de 10 points au lieu de 6,9 points en 2007.

3. Les perspectives de l'économie nationale en 2009

L'économie nationale continuerait en 2009, en dépit des facteurs défavorables de l'environnement extérieur, de bénéficier d'une conjoncture nationale prometteuse. Il s'agit de la politique budgétaire expansive, de la politique monétaire soutenant la demande intérieure des différents agents économiques ainsi que des résultats très satisfaisants attendus de l'activité agricole.

3.1. Les hypothèses sous-tendant les prévisions

Les hypothèses retenues sont liées à l'évolution de la campagne agricole, aux actions des politiques publiques, macroéconomiques et sectorielles, et aux facteurs extérieurs issus de l'évolution de l'environnement international.

- **La campagne agricole 2008-2009** : Les conditions climatiques ont été jusqu'au mois de janvier très favorables à la campagne agricole 2008-2009. La production des cultures céréalières atteindrait, selon un scénario moyen et provisoire, 70 millions de quintaux. Ce résultat serait conforté également par la consolidation de la production des autres cultures et de l'élevage.
- **Les finances publiques** : Les dispositions à caractère fiscal et non fiscal, ainsi que les actions de politique économique, retenues dans la loi de finances 2009, sont prises en considération. Il s'agit notamment de l'expansion de la masse salariale de 9%, de l'investissement public consolidé de 23,5% et des autres dépenses de fonctionnement de 15,7% ainsi que de la réduction des taux marginaux de l'impôt sur le revenu.
- **Le financement monétaire** : Le système financier marocain, notamment le secteur bancaire, continuerait d'être caractérisé par sa résilience face aux effets de la crise financière internationale. En outre, la politique monétaire prévue pour 2009 assurerait à l'économie nationale des conditions de financement favorables aux besoins des agents économiques, et permettrait de maîtriser l'inflation.
- **Les facteurs extérieurs** : Les prix à l'importation seraient en baisse. Le prix moyen du pétrole passerait de 97 dollars/baril en 2008 à 50 dollars en 2009 et les

cours internationaux des autres matières premières seraient en baisse de 29,1%. La parité euro-dollar passerait, de son côté, de 1,5 en 2008 à 1,3 en 2009. Parallèlement, la demande mondiale adressée au Maroc serait en recul de -1,2% et les recettes générées par la demande du tourisme international se maintiendraient à leur niveau de 2008. Les transferts des Marocains résidant à l'étranger accuseraient une baisse de 5% et les flux des investissements directs étrangers devraient enregistrer une nouvelle baisse de 20% par rapport à 2008.

3.2. La croissance économique

Le ralentissement, sans précédent, de l'économie mondiale en 2009, devrait affecter le dynamisme des activités non agricoles. En revanche, les bonnes performances du secteur primaire et la vigueur de la demande intérieure soutiendraient le dynamisme de l'activité économique nationale dans son ensemble et atténueraient les répercussions de la récession économique internationale.

3.2.1. Les secteurs non agricoles : activités secondaires et tertiaires

Le secteur secondaire dégagerait une valeur ajoutée en hausse de 3% en 2009, en recul de 1,8 point par rapport à 2008 et de 2 points par rapport à la croissance moyenne durant la période 2004-2007. La valeur ajoutée du secteur tertiaire (les services marchands et non marchands) serait également en léger ralentissement. Elle s'accroîtrait de 4,3%, en diminution de 0,9 point par rapport à 2008 et de 1,5 point par rapport à la croissance moyenne de la période 2004-2007.

Les secteurs secondaire et tertiaire sont ainsi en net ralentissement en 2008 et 2009 en comparaison avec leurs performances enregistrées durant la période 2004-2007. Ce fléchissement a déjà été révélé par le budget économique exploratoire, publié au mois de juin 2008, ainsi que par les travaux de suivi de la conjoncture menés par le Haut Commissariat au Plan⁸ pendant le deuxième semestre de cette année. Globalement, les activités non agricoles s'accroîtraient à un rythme modéré de 3,9% au lieu de 5% en 2008 et de 6,2% en 2007, soit une perte de 1,8 point par rapport à la croissance moyenne durant la période 2004-2007.

⁸ Voir les notes de conjoncture publiées par l'Institut National de l'analyse de la conjoncture (INAC) relevant du Haut Commissariat au Plan

En dépit des répercussions de l'évolution de l'environnement international, les activités non agricoles seront soutenues par les actions programmées dans les stratégies de développement sectoriel, ainsi que par les mesures d'urgences initiées par le gouvernement.

Dans ce cadre, le secteur secondaire continuerait de bénéficier des mesures retenues dans la loi de finances 2009, notamment pour les industries de transformation qui feraient l'objet d'un nouveau plan intitulé « Plan de Développement Industriel Intégré PDII » qui s'inscrit dans le cadre du prolongement du plan « Emergence ».

En outre, une série de mesures sont envisagées pour relancer l'activité industrielle surtout dans les secteurs du textile et de l'automobile. Il s'agit de renforcement des lignes de financement aux entreprises, de l'exonération temporaire des charges sociales (patronales) qui pèsent sur les entreprises et de la mise en place des campagnes de prospections commerciales pour faciliter l'écoulement des produits sur le marché international.

Concernant le secteur de l'énergie, les mesures adoptées pour le développement du secteur portent sur la diversification des sources d'énergie et la poursuite de la réduction de la dépendance à l'égard de l'étranger. Par ailleurs, le gouvernement a entrepris une série de mesures dans le cadre du Programme National d'Actions Prioritaires 2008-2010, pour rééquilibrer l'offre et la demande en énergie. Il s'agit du renforcement des parcs éoliens qui doivent assurer une offre d'autoproduction de 700 MW à l'horizon 2012, du développement de l'énergie solaire et de l'instauration des normes de l'efficacité énergétique institutionnalisée, sans pour autant oublier le renforcement de l'offre d'énergie électrique dans la perspective d'assurer un accès généralisé à l'énergie à des prix compétitifs.

Le secteur minier pourrait subir les contrecoups d'une conjoncture internationale défavorable. A cet effet, le groupe Office Chérifien des Phosphates (OCP) décide de baisser sa production à travers l'arrêt temporaire de l'usine de Jarf-Lasfar et le ralentissement de celle de Safi. Cependant, le groupe maintiendrait sa stratégie en matière d'investissement, et sa politique serait néanmoins harmonisée avec la nouvelle donne, en privilégiant des contrats à long terme avec ses principaux partenaires.

Il est à signaler en outre, l'accord OCP-Banque Centrale Populaire signé récemment visant l'ouverture du capital des deux organismes chacun au profit de l'autre. Cette alliance sera suivie d'une introduction en bourse d'une partie du capital de l'OCP. S'agissant des autres miniers, leurs productions seraient en baisse en raison de la faiblesse de la demande étrangère prévue en 2009.

L'activité du Bâtiment et travaux publics (BTP), connaîtrait, de son côté, un léger ralentissement après l'euphorie qu'a connu le secteur durant ces dernières années. Toutefois, il est à souligner l'importance des mesures programmées par le gouvernement en faveur du secteur afin de maintenir son dynamisme.

Il sera procédé ainsi à la régulation du marché immobilier et à l'augmentation des investissements publics à travers les grands chantiers. Il s'agit en premier lieu du programme de logements à faible coût dont la valeur immobilière totale est plafonnée à 140.000 DH, destiné aux ménages à faibles revenus.

Le deuxième chantier concerne la dynamisation des coopératives d'habitat qui devraient constituer un levier de production de logement surtout dans les banlieues des villes. Enfin, le dernier chantier concerne la mise à niveau urbaine des villes et l'édification d'un code de construction qui servira de référentiel en termes de réglementation pour tous les chantiers immobiliers.

Le secteur des services devrait être, à l'instar des activités secondaires, impacté par la récession économique internationale. Toutefois, les bons résultats de la campagne agricole 2008-2009 pourraient soutenir l'activité de certains services marchands, tels que le commerce, le transport routier et les services financiers et absorber par conséquent les effets négatifs provenant de l'extérieur.

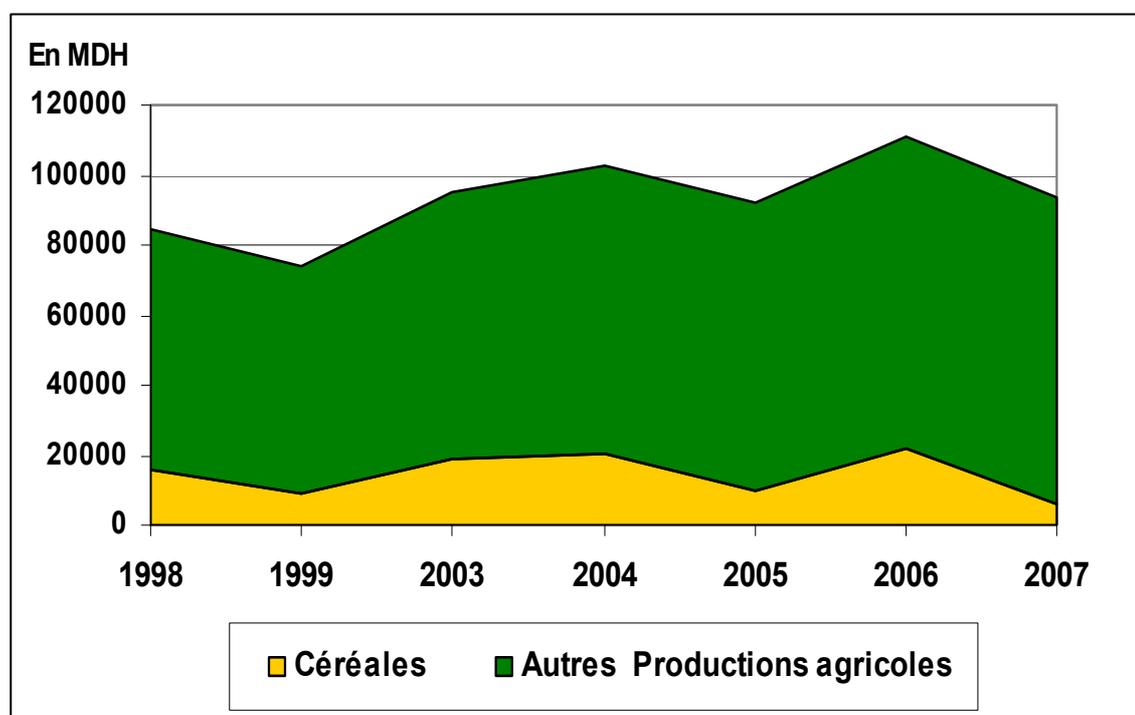
Quant à l'activité touristique, dépendante en grande partie de la demande internationale adressée au Maroc, elle devrait être consolidée sous l'effet du plan de sauvetage baptisé « cap 2009 » mis en œuvre afin de préserver les parts de marché et de maintenir l'attractivité de la destination Maroc.

3.2.2. Le secteur primaire

La campagne agricole 2008-2009 s'annonce prometteuse. Le cumul pluviométrique, enregistré jusqu'au début du mois de janvier, a dépassé de 106% celui d'une année normale et les barrages ont enregistré un taux de remplissage de 66,6% au lieu de 46,3% durant la même période en 2008. Le secteur agricole bénéficie, par ailleurs, d'une attention particulière dans le cadre de la loi de finances 2009, se traduisant par une augmentation de 76% des crédits alloués en sa faveur. Dans ces conditions, la production des cultures céréalières serait de 70 millions de quintaux, selon le scénario moyen.

En outre, l'élevage et les autres cultures agricoles se caractérisent depuis quelques années par une consolidation de leur part dans la production agricole totale, alors que celle des céréales reste encore tributaire des fluctuations des conditions climatiques. De ce fait, le secteur agricole connaîtrait un accroissement considérable de sa valeur ajoutée en 2009.

**Graphe n°7 : Evolution de la part des céréales
dans la production agricole en volume**



Le secteur de la pêche, de son côté, va bénéficier d'un fonds pour le développement de la pêche maritime, qui sera créé pour financer le plan de relance du secteur qui s'intitule « IBHAR ». Ce plan a pour objectifs : la modernisation de la flotte côtière et artisanale, le développement des infrastructures pour l'accostage des barques et des navires et la protection et la valorisation des ressources halieutiques. Ainsi, le secteur primaire, composé de l'activité agricole et des pêches maritimes, dégagerait une valeur ajoutée en hausse de 22,3% en 2009 au lieu de 11,1% en 2008, ce qui serait en mesure de compenser les résultats modestes des activités secondaires.

3.2.3. Le Produit Intérieur Brut

Le Produit Intérieur Brut (PIB), regroupe en plus des valeurs ajoutées sectorielles, les impôts et taxes nets de subventions sur les produits (TSN). Le total des valeurs ajoutées s'accroîtrait de 6,8% en 2009 et les TSN de 5,1%. De ce fait, le PIB enregistrerait une croissance de 6,7% au lieu de 5,8% en 2008. La contribution des activités non agricoles (y compris les TNS) à la croissance seraient en fléchissement, passant de 5,1 points en 2007 à 4,4 points en 2008 et à 3 points en 2009, soit une perte de plus de deux points de croissance en deux années.

La croissance économique serait accompagnée par une maîtrise de l'évolution des prix en 2009. Le recul prévisible des prix à l'importation devrait atténuer la hausse des prix intérieurs. Mesurée par le prix implicite du PIB, l'inflation serait contenue à 2% au lieu de 3% en 2008.

3.3. Les composantes du Produit Intérieur Brut

La croissance économique en 2009 serait de plus en plus soutenue par la demande finale intérieure (consommation finale nationale et investissement brut) au moment où les exportations nettes continueraient de dégager de faibles performances.

3.3.1-La consommation finale nationale

La consommation finale des ménages résidents en volume s'accroîtrait de 8,7% en 2009 au lieu de 6,5% en 2008, notamment sous l'effet de l'amélioration de leur revenu brut disponible ainsi que de leur pouvoir d'achat. La consommation finale des administrations publiques, pour sa part, augmenterait de 11,5% au lieu de 6% en 2008

suite à la hausse significative des dépenses budgétaires de fonctionnement. Globalement, la consommation finale nationale serait en amélioration de 9,4% et contribuerait ainsi pour 7,3 points à la croissance économique au lieu de 4,9 points en 2008.

3.3.2-L'investissement brut

Malgré la baisse de l'investissement direct étranger prévue pour 2009, la Formation Brute de Capital Fixe (FBCF), profitant particulièrement de l'expansion de l'investissement public consolidé et de l'investissement privé dans le domaine de l'habitat, serait en hausse de 10% en volume en 2009 au lieu de 9,5% en 2008. De ce fait, l'investissement brut, qui intègre, en plus de la FBCF, la variation de stocks, contribuerait pour 3,4 points à la croissance économique en 2009 au lieu de 5,1 points en 2008.

3.3.3-Le commerce extérieur

Les échanges extérieurs du Maroc seraient affectés par la baisse de la demande mondiale adressée au Maroc. Ainsi, le volume des exportations de biens et services serait en baisse en 2009. Alors que les importations en volume, notamment de marchandises, continueraient de s'inscrire dans leur tendance haussière, sous l'effet du démantèlement tarifaire et des effets multiplicateurs de l'amélioration de la demande domestique. Par conséquent, les échanges extérieurs maintiendraient leur contribution négative à -4 points de croissance en 2009.

ENCADRE II

L'investissement public en 2009

Le secteur public devrait contribuer considérablement à l'effort d'investissement en 2009, avec un montant global, hors crédits reportés, s'élevant à 132,04 milliards de dirhams au lieu de 106,9 milliards en 2008, soit une progression de 23,5%.

La répartition de l'effort de l'investissement entre les différentes composantes du secteur public se présente comme suit : 36% pour le budget général, les comptes spéciaux du trésor (CST) et les services de l'Etat gérés de manière autonome (SEGMA), 4,2% pour les collectivités locales, 57,2% pour les établissements et entreprises publics, et 2,6% pour le Fonds Hassan II pour le développement économique et social.

Globalement, les investissements et les projets publics programmés en 2009 couvrent les secteurs d'activités suivants:

1-Secteur des routes et autoroutes :

- La poursuite des travaux de réalisation des tronçons autoroutiers Marrakech–Agadir et Fès – Oujda ;
- le lancement du 2ème programme National des Routes Rurales, qui vise la réalisation de 1.500 km par an d'ici 2015 ;
- la maintenance du patrimoine routier ;

2-Secteur portuaire:

- La réalisation des travaux de voiries et réseau divers au port de Boujdour ;
- L'extension du port de M'diq ;
- La construction du port de plaisance de Marchica à Nador ;
- l'extension du port de pêche de Dakhla;

3-Secteur des transports:

- La réalisation de la desserte ferroviaire entre la ville de Tanger et le Port de Tanger Méditerranée ;
- le lancement de la réalisation de la ligne à grande vitesse entre Casablanca et Tanger ;
- la réalisation d'une nouvelle ligne entre Kenitra et Tanger sur 200 Km

L'investissement public en 2009 (suite)

4 - Le domaine de l'Energie:

- Le renforcement de l'indépendance énergétique à travers la promotion des énergies renouvelables;
- la mise en place des infrastructures de production appropriées afin de satisfaire la demande ;
- l'atténuation de l'impact de l'énergie sur l'environnement et la santé.
- la création du Fonds pour le développement énergétique
- l'augmentation des capacités de stockage des produits pétroliers et la diversification des sources et des formes d'énergie.

5- Le secteur de l'eau et de l'environnement:

- La mise en œuvre du Plan National de protection contre les inondations ;
- le lancement de cinq nouvelles infrastructures hydrauliques (barrage Sidi Abdellah à Taroudant; barrage Hilala à Chtouka Ait Baha; barrage Guenfouda à Oujda, barrage Tiouine à Ouarzazate) ;
- La poursuite des travaux de construction des ouvrages (barrage Moulay Bouchta à Chefchaouen; barrage Tamdroust dans la région de la ville de Berrechid) ;

6- Le secteur d'agriculture:

- Le lancement du Plan de développement de l'agriculture « Plan Maroc Vert » ;
- la poursuite de l'effort d'incitation à l'investissement agricole privé ;
- L'aménagement et la réhabilitation des périmètres d'irrigation ;
- La réalisation de la tranche annuelle du Projet de développement de la Petite et Moyenne Hydraulique dans les provinces du Nord;
- l'achèvement des travaux d'aménagement hydro-agricoles au niveau des provinces d'Azilal, Khénifra et El Haouz; la poursuite du programme annuel de maintenance des périmètres d'irrigation.

3.4. Le financement de l'économie

3.4.1. Le revenu national brut disponible et l'épargne nationale

Le revenu national brut disponible, composé du PIB nominal et des revenus nets en provenance du reste du monde, enregistrerait une hausse de 7,4% en 2009 au lieu de 9,3% en 2008. Le PIB nominal s'accroîtrait de 8,8% alors que les revenus nets en provenance du reste du monde seraient en baisse d'environ 8%, sous l'effet d'un léger recul des transferts des MRE et de l'augmentation continue des expatriements de revenus des investissements réalisés au Maroc. Parallèlement, la consommation finale nationale réaliserait une progression de 9,8% en valeur, soit un rythme plus rapide que le PIB nominal. De ce fait, l'épargne intérieure serait en régression et représenterait 21,4% du PIB au lieu de 22,2% en 2008.

L'épargne nationale qui prend en considération, outre l'épargne intérieure, les revenus nets en provenance du reste du monde représentant 7,9% du PIB au lieu de 9,3% en 2008, devrait atteindre 29,3% du PIB en 2009 au lieu de 31,5% du PIB en 2008. Toutefois, ce niveau d'épargne nationale serait largement insuffisant pour soutenir les efforts d'investissement, dont le taux brut atteindrait l'équivalent de 35% du PIB.

Le compte Epargne-Investissement dégagerait, en conséquence, pour la troisième année consécutive un besoin de financement en accentuation, qui passerait de -4,6% du PIB en 2008 à -5,7% du PIB en 2009, au lieu des excédents réalisés durant la période 1998-2006.

3.4.2. Les finances publiques

Les finances publiques auraient enregistré un excédent budgétaire pour la deuxième année consécutive de l'ordre de 3,5 milliards de dirhams durant les 11 premiers mois de 2008, représentant 0,5% du PIB, alors que la loi de finances 2008 tablait sur un déficit d'environ 3%. Les recettes courantes ont représenté 25,8% du PIB au lieu de 23,7% en 2007, en raison principalement de l'accroissement des recettes fiscales d'environ 3 points de pourcentage du PIB.

Dans la même tendance, les dépenses courantes ont atteint 23,2% du PIB au lieu de 21,6% en 2007, hausse due essentiellement à l'accroissement des dépenses budgétaires de soutien des prix à la consommation. A cet effet, le solde courant aurait augmenté d'un demi-point en pourcentage du PIB en 2008.

Pour l'année 2009, la politique budgétaire adoptée par les pouvoirs publics vise le renforcement de la dynamique d'investissement, le soutien du pouvoir d'achat des ménages ainsi que la diversification et la consolidation des sources de la croissance. Dans cette optique, un ensemble de mesures de politique économique sont programmées et traitent principalement la baisse de la charge fiscale en faveur des ménages et des entreprises à travers la révision de l'impôt sur le revenu et de l'impôt sur les sociétés et la poursuite de la réforme de la taxe sur la valeur ajoutée.

Globalement, le solde du budget de l'Etat selon les données de la loi de finances 2009 connaîtrait un déficit de l'ordre de 2,9% du PIB. Il convient de souligner, toutefois, que le projet du budget 2009 a été élaboré, pour ce qui est des dépenses de compensation, sur la base d'hypothèses maintenant les prix internationaux des matières premières relativement élevés, notamment du pétrole brut, ce qui ne serait pas le cas selon les perspectives internationales retenues par les institutions spécialisées.

3.4.3. Les finances extérieures

Les échanges extérieurs seraient marqués par l'accentuation, pour la troisième année consécutive, du déficit du solde des opérations courantes de la balance des paiements, passant de -4,6% du PIB en 2008 à -5,7% du PIB en 2009. Le déficit en ressources (solde des échanges extérieurs de biens et services) aurait connu une accentuation, en représentant -14,7% du PIB en 2008. Il se maintiendrait à ce niveau en 2009, suite à une augmentation quasi-nulle des importations de biens et services, sous l'effet des baisses des prix à l'importation d'environ 8% en 2009. Les exportations des biens et services (y compris les recettes des voyages), impactées directement par la stagnation de la demande mondiale adressée au Maroc, continueraient de s'inscrire dans leur sentier de faibles performances.

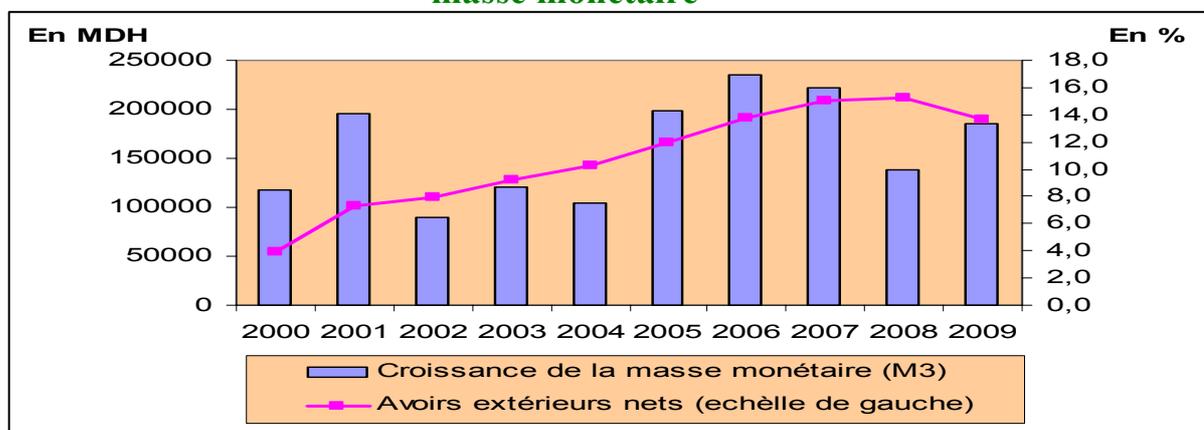
Durant les dernières années, le déficit en ressources a été couvert par les excédents dégagés par les transferts nets en provenance du reste du monde. Mais depuis 2007, cette couverture n'est plus assurée. La récession économique internationale aurait accentué en partie cette détérioration et met en exergue quelques signes de fragilité des finances extérieures.

Les flux des capitaux non monétaires seraient par ailleurs dans l'incapacité de couvrir le déficit de la balance courante. L'excédent du solde des opérations financières emprunterait une tendance baissière, sous l'effet du léger repli des investissements directs étrangers en 2009. Il y aurait tendance ainsi à puiser sur les stocks de devises pour répondre aux besoins des paiements des importations. Le stock de devises en mois d'importations de biens et services se situerait à 5,8 mois en 2009 au lieu de 6,7 mois en 2008 et près de 9 mois en 2007.

3.4.4. La masse monétaire et ses contreparties

La masse monétaire s'accroît à un rythme d'environ 13,1% en 2009. Ce rythme reste inférieur au taux de 15,8% par an enregistré durant la période 2005-2007. Ceci s'explique par la baisse prévue de 13% des réserves en devises et du léger ralentissement attendu des crédits à l'économie, qui constituerait le prolongement de la tendance observée en 2008. Il convient de noter que c'est la deuxième fois depuis l'année 2000 que les avoirs extérieurs nets seraient en régression en 2009, après une légère baisse de 5,5% en 2008 et une croissance annuelle moyenne de 23,2% durant la période 2001-2007.

Graphe n°8 : Evolution des avoirs extérieurs nets et de la croissance de la masse monétaire



Le taux de liquidité resterait, toutefois élevé passant de 106,2% en 2008 à 110,7% en 2009, ce qui permet de prévoir un maintien des taux d'intérêt à leur niveau actuel. Cette situation serait favorable à l'activité économique en 2009 et n'aurait pas de répercussions préoccupantes sur l'évolution des prix intérieurs. La structure des contreparties de la masse monétaire fait ressortir un recul de la part des avoirs extérieurs qui passerait de 27,6% en 2008 à 21,2% en 2009, celle des créances sur le Trésor serait aussi en légère régression, passant de 11,3% en 2008 à 10% en 2009, alors que celle des concours à l'économie s'élèverait à 77% au lieu de 75,1% en 2008.

4. Conclusion

Les perspectives de l'économie nationale en 2009 dégagent les enseignements suivants :

- La crise financière et la récession de l'économie mondiale ont nécessité la mise en œuvre au niveau des pays industrialisés de politiques économiques ciblées pour réduire l'impact sur l'économie réelle. Il s'agit d'une forte intervention des Etats dans le capital des grandes banques commerciales en difficulté pour les assainir, d'un assouplissement des politiques monétaires et d'un renforcement des mécanismes de régulation du système financier.
- Les activités non agricoles nationales seraient marquées par un net ralentissement sous l'effet de la récession économique mondiale. Néanmoins, les performances attendues du secteur primaire compenseraient, largement, ce revirement de tendance. Presque un point de croissance supplémentaire des activités secondaires et des services proviendrait en 2009 de l'amélioration de l'activité agricole. En fait, si la campagne agricole était celle d'une année moyenne (55 millions de quintaux), la croissance de la valeur ajoutée non agricole aurait été de 3% au lieu de 4%.
- La politique monétaire au Maroc soutient depuis quelques années la demande des ménages et des entreprises sur le marché domestique. S'agissant des finances publiques, les autorités s'inscrivent déjà dans la ligne d'une politique budgétaire expansive, notamment en 2008 et 2009, ce qui est de nature à réduire la pression pour l'usage de la politique monétaire dans de telles circonstances d'incertitudes financières. Toutefois, à l'instar du processus d'interventionnisme et de régulation déclenché au niveau mondial, le renforcement des aspects de contrôle, d'audit et de prudence est susceptible de renforcer la viabilité du système financier national et de le protéger contre les dérapages.
- L'accentuation du déficit du compte épargne-investissement est synonyme de la détérioration des finances extérieures du Maroc, suite à la baisse de la compétitivité des produits marocains aussi bien sur le marché intérieur que

sur les marchés extérieurs. Les revenus en provenance du reste du monde ne pourraient pas continuer à absorber les déficits structurels de notre balance commerciale.

- L'environnement international serait marqué jusqu'en 2010, d'après les différents organismes internationaux, par une évolution économique en deçà des potentialités existantes en raison du manque de confiance qui devrait continuer à caractériser les investisseurs. La demande mondiale adressée au Maroc resterait en conséquence faible, ce qui pourrait réduire les opportunités de création de valeur ajoutée en provenance du reste du monde et par la suite l'investissement.
- La richesse accumulée par notre pays sous l'effet de la performance de l'agriculture et de la dynamique de la demande intérieure devait être orientée davantage vers l'investissement productif plutôt que vers la consommation des ménages.

ANNEXES STATISTIQUES

ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

Croissance économique mondiale selon les grandes régions (en %)

Pays ou groupe de pays	2006	2007	2008*	2009**
-Monde.....	5,1	5,2	3,4	0,5
-Economies avancées.....	3,0	2,7	1,0	-2,0
-USA.....	2,8	2,0	1,1	-1,6
-Zone Euro.....	2,8	2,6	1,0	-2,0
-Japon.....	2,4	2,4	-0,3	-2,6
- Pays en développement.....	7,9	8,3	6,3	3,3
- Asie	9,8	10,6	7,8	5,5
dont la Chine.....	11,6	13,0	9,0	6,7
- Afrique.....	6,1	6,2	5,2	3,4
- Amérique latine.....	5,5	5,7	4,6	1,1

* Perspectives du FMI, janvier 2009

Evolution des prix et du commerce mondial en volume (en %)

Rubriques	2006	2007	2008*	2009**
- Prix à la consommation :				
- Economies avancées.....	2,4	2,1	3,5	0,3
- Pays en développement.....	5,4	6,4	9,2	5,8
- Commerce mondial en volume.....	9,4	7,2	4,1	-2,8
- Cours du pétrole (moyenne en \$/baril) selon le FMI.....	64,0	71,0	97	50
- Parité Euro/dollar.....	1,3	1,4	1,5	1,3

Source : Les perspectives mondiales du FMI, de l'OCDE, de la Commission Européenne, décembre 2008 et celles de la Banque Mondiale, janvier 2009.

(*) : Estimations et (**) : Prévisions

ECONOMIE NATIONALE

EVOLUTION DU PRODUIT INTERIEUR BRUT (En volume, prix de l'année précédente) (Variation en %)

	2006	2007	2008*	2009**
• Valeur ajoutée du secteur Primaire.....	21,0	-20,0	11,0	22,3
• Valeur ajoutée non agricole.....	5,1	6,2	5,0	3,9
➤ Secteur Secondaire.....	4,8	6,6	4,8	3,0
➤ Secteur tertiaire.....	5,2	6,1	5,2	4,3
• Total des valeurs ajoutées.....	7,4	1,8	5,9	6,8
• Impôts et taxes nets des subventions....	10,8	10,6	5,2	5,1
PIB en volume	7,8	2,7	5,8	6,7
Variation du prix implicite du PIB	1,5	3,8	3,0	2,0
PIB en valeur (millions de Dhs courants)	577344	615373	670650	729616
Variation en (%)	9,4	6,6	8,8	8,7

(*) : Estimations et (**): Prévisions établies par le Haut Commissariat au Plan. Janvier 2009.

STRUCTURE DU PIB REEL

(en %)

Secteurs	2006	2007	2008*	2009**
Primaire	14,8	11,8	12,8	16,5
Secondaire	24,6	25,3	24,0	23,3
Tertiaire	60,5	62,9	63,2	60,2
Total	100	100	100	100

(*) : Estimation et (**) : Prévision établies par le Haut Commissariat au Plan. Janvier 2009.

EQUILIBRE DU PIB

Aux prix courants

RUBRIQUES	2006	2007	2008*	2009**
PIB.....	577344 9,4%	615373 6,6%	670650 8,8%	729616 8,7%
Consommation finale, dont :	439067 8,3%	471364 7,4%	521890 10,7%	573161 9,8%
-Ménages résidents.....	331996 9,5%	359134 8,2%	398998 11,1%	434908 9,0%
-Administrations publiques...	107071 4,9%	112230 4,8%	122892 9,5%	138253 12,5%
FBCF.....	162456 11,8%	192573 18,5%	216645 12,5%	238959 10,3%
Variation des stocks.....	7446	7611	25752	16695
Exportations de biens et services.....	197459 15,8%	220302 11,6%	249413 13,2%	244817 -1,8%
Importations de biens et services.....	229084 14,5%	276477 20,7%	343049 24,1%	344016 0,3%

NB : - Valeurs en millions de dirhams courants.

- Variations en %.

- (*) : Estimations et (**) : Prévisions établies par le Haut Commissariat au Plan. Janvier 2009.

EQUILIBRE DU PIB

(Croissance réelle en %)

RUBRIQUES	2006	2007	2008*	2009**
PIB.....	7,8	2,7	5,8	6,7
Consommation finale, dont:	5,9	3,9	6,4	9,4
-Ménages résidents.....	6,9	3,8	6,5	8,7
-Administrations publiques...	2,9	4,4	6,0	11,5
FBCF.....	9,7	14,3	9,5	10,0
Exportations de biens et services.....	11,6	5,2	-3,1	-2,0
Importations de biens et services.....	8,2	15,0	6,7	6,4

(*) : Estimations et (**) : Prévisions établies par le Haut Commissariat au Plan. Janvier 2009.

CONTRIBUTION DES AGREGATS DE LA DEMANDE FINALE A LA CROISSANCE

(En nombre de points de la croissance)

RUBRIQUES	2006	2007	2008*	2009**
PIB.....	7,8	2,7	5,8	6,7
Consommation Finale, dont :	4,5	3,0	4,9	7,3
-Ménages Résidents.....	4,0	2,2	3,8	5,2
-Administrations Publiques...	0,6	0,8	1,1	2,1
FBCF.....	2,7	4,0	3,0	3,2
Variation des stocks.....	-0,1	-0,1	2,1	0,2
Commerce extérieur de biens et services.....	0,6	-4,2	-4,1	-4,0

REVENU NATIONAL BRUT DISPONIBLE ET SON AFFECTATION

(En millions de dirhams courants)

RUBRIQUES	2006	2007	2008*	2009**
PIB.....	577344	615373	670650	729616
Revenu National Brut Disponible (RNBD).....	624695	670740	733186	787180
Consommation finale nationale.....	439067	471364	521890	573161
Epargne intérieure en % du PIB.....	24,0	23,4	22,2	21,4
Epargne nationale en% du RNBD.....	29,7	29,7	28,8	27,2

(*) : Estimations et (**) : Prévisions établies par le Haut Commissariat au Plan. Janvier 2009.

COMPTE EPARGNE-INVESTISSEMENT

(En % du PIB)

Rubriques	2006	2007	2008*	2009**
Investissement brut.....	29,4	32,5	36,1	35,0
Revenus nets en provenance du reste du monde	8,2	9,0	9,3	7,9
Epargne nationale.....	32,2	32,4	31,5	29,3
Solde de financement.....	2,7	-0,1	-4,6	-5,7

(*) : Estimations et (**) : Prévisions établies par le Haut Commissariat au Plan. Janvier 2009.

LES FINANCES EXTERIEURES

(En Millions de dirhams courants)

RUBRIQUES	2006	2007	2008*	2009**
Exportations de biens et services¹	197459	220302	249413	244817
Variation en %	15,8	11,6	13,2	-1,8
Importations de biens et services¹	229084	276477	343049	344016
Variation en %	14,5	20,7	24,1	0,3
Déficit en ressources..... (en % du PIB)	-6,7	-9,9	-14,7	-14,3
Solde courant (en % du PIB)	2,2	-0,1	-4,6	-5,7
Réserves en mois d'importation de biens et services	10,0	8,9	6,7	5,8
Taux d'ouverture (X+M) / PIB	51,2	59,3	67,9	62,0

(*) : Estimation et (**) : Prévision établies par le Haut Commissariat au Plan. Janvier 2009.

(1) Il s'agit des exportations et importations des biens et services y compris les admissions temporaires

LES FINANCES PUBLIQUES

(Non compris part des collectivités locales dans TVA)

(En % du PIB)

Rubriques	2006	2007	2008*	2009**
Recettes ordinaires	22,1	23,7	25,8	24,6
-Recettes fiscales.....	19,7	22,0	25,1	23,5
Dépenses ordinaires.....	21,5	21,6	23,2	22,4
- Personnel.....	11,0	10,6	10,6	10,6
-Autres biens et services.....	5,0	5,2	5,1	5,4
- Intérêts de la dette.....	3,2	3,1	2,7	2,4
- Compensation.....	2,3	2,6	4,9	4,0
Solde courant.....	0,6	2,1	2,6	2,2
Dépenses d'équipement.....	4,1	4,5	5,9	5,2
Solde global (-)	-1,5	0,3	0,5	-2,9

(*) : Estimations et (**) : Prévisions établies par le Haut Commissariat au Plan. Janvier 2009.

CROISSANCE DE LA MASSE MONETAIRE ET DE SES CONTREPARTIES

(en %)

Rubriques	2006	2007	2008*	2009**
Avoirs extérieurs nets	15,0	9,3	-5,5	-13,0
Créances sur l'Etat	0,2	2,7	1,0	0,0
Concours à l'économie	16,3	28,5	22,9	16,0
Masse monétaire	17,0	16,1	10,8	13,1

* Estimations et ** prévisions établies par le Haut Commissariat au Plan, Janvier 2009.

EVOLUTION DE LA STRUCTURE DES CONTREPARTIES DE LA MASSE MONETAIRE

(En %)

Rubriques	2006	2007	2008*	2009**
• Avoirs extérieurs nets	34,3	32,4	30,2	23,9
• Concours à l'économie	61,1	67,8	73,6	75,5
• Créances sur l'Etat	14,0	12,4	10,0	8,8
• Autres contreparties	-9,4	-12,6	-13,9	-8,3
Masse monétaire (M3)	100	100	100	100

* Estimations et ** prévisions établies par le Haut Commissariat au Plan, Janvier 2009.